

Commentaires CNES

- Question 1 sur le périmètre de la décision :

- Périmètre jugé pertinent en ce qui concerne l'accès satellite.
- L'appellation « 5G » dans le contexte de l'API mériterait d'être précisée, du fait que cette unique appellation est utilisée pour désigner des choses bien différentes selon les contextes et les fora. Si la 5G est principalement définie pour les réseaux cellulaires, des travaux sont également menés dans d'autres cadres, par exemple pour définir une interface non 3GPP destinée à interfacer un accès d'accès WiFi, ou pour hybrider différents types d'accès.

S'agit-il ici la techno d'accès mobile 5G NR définie par le 3GPP, et qui relèverait du périmètre de la décision ARCEP quand elle est utilisée pour un accès fixe et via une box ?

- Question 2, §2.1 : l'architecture retenue suppose implicitement que la box est toujours l'apanage de l'opérateur, puisque l'interface entre la box et le SI opérateur n'est pas décrite ni contrainte. Il semble que ce soit le cas en France aujourd'hui pour tous les opérateurs fixes. Mais la situation peut être différente dans d'autres pays, et dans un tel cas, il faudrait décrire l'interface entre la box et le SI opérateur également.

Au minimum il pourrait être utile d'expliciter cette hypothèse, aujourd'hui implicite, dans le texte de la décision.

- Question 3 :

- Le débit min devrait être obligatoire, pour toutes les technologies. Ce serait plus simple, et utile. Et si l'abonnement n'a pas de débit min, le débit min vaut 0.
- Il devrait être obligatoire que l'API fournisse au moins une des deux valeurs entre débit max et débit normalement disponible. Cela impose aux opérateurs de fournir une valeur de référence à laquelle les perfos mesurées peuvent être comparées.
- Les débits min et max devraient être obligatoires s'ils font partie du contrat entre l'abonné et l'opérateur.
- Un indicateur de type « Restriction particulière d'accès en cours (O/N) » paraîtrait utile. Des restrictions du type quota mensuel existent souvent sur les technologies hertziennes, or les accès de type 5G fixe font partie du périmètre de la décision.
- Il pourrait être prévu la possibilité que l'opérateur rajoute dans l'API des informations qu'il trouve pertinentes. Il pourrait exister une arborescence dans le JSON pour cela. Si par la suite agréés par les autres parties, ces paramètres pourraient être intégrés dans une version suivante de l'API.

- Question 6 :

- Est-il prévu une procédure pour vérifier la véracité des informations (paramètres de performance) retournées par l'API ? Ou chaque équipementier va développer son API uniquement à partir des spécifications et de sa compréhension de celles-ci ?

- Il est certain que l'API sera amenée à évoluer dans le temps. Les contraintes sur la mise à jour des box devraient être explicitées, notamment en terme de délai sur l'ensemble du parc.